

Rapport d'Evaluation de Protection effectuée aux villages Kalunguta et Maboya en territoire de Beni du 5 au 17 décembre 2019

I. Introduction

Depuis les années 2014 et 2015, le territoire de Beni connaît une dégradation accrue de sa situation sécuritaire, à cause de l'activisme des rebelles de l'Allied Democratic Forces(ADF). Depuis lors, des massacres à répétition des civils ne cessent d'être enregistrés et rapportés. Cette situation a contraint de nombreuses familles à quitter leurs foyers, abandonnant leurs agglomérations, villages et localités à Beni ville et territoire. Ils se rendent vers des endroits jugés plus ou moins sécurisés dans le même territoire, notamment aux villages : Kalunguta, Maboya et Isale-Bulambo et Mangina... et vers la ville de Butembo.

A cela s'ajoute des centaines des PDIs qui ont été forcés de se déplacer suite aux affrontements répétitifs entre les FARDC et les présumés Mai-Mai dans les villages périphériques de Kalunguta et Maboya.

Selon les informations relayées à travers les alertes et différents rapports publiés par INTERSOS et les autres acteurs humanitaires, des enlèvements, des viols de femmes et de filles, des pillages, des travaux forcés, des violations graves de droits des enfants (recrutements et enrôlements, des attaques contre les écoles et hôpitaux, pour ne citer que cela, ...) ont été l'œuvre des présumés ADF en ville et territoire de Beni.

Pour essayer d'éradiquer ce phénomène, plusieurs tentatives d'opérations des FARDC contre ces rebelles se sont soldées par un échec.

C'est ainsi que vers la fin du mois d'octobre 2019 (le 30 octobre 2019), il a été signalé le lancement officiel des opérations de traque contre les présumés ADF dans ledit territoire.

En conséquence, des nouvelles vagues de déplacements forcés ont été enregistrés depuis lors, dans les localités Kalunguta, Maboya, Isale/Bulambo, dans la chefferie des Bashu en territoire de Beni et dans les 4 communes de la ville de Butembo.

Pour appréhender ce mouvement et surtout évaluer les problèmes de protection qui sont engendrés par cette situation, une équipe mobile d'INTEROSOS a été déployée sur le terrain pour mener une évaluation de protection dans ces zones précitées du 05 au 17 décembre 2019.

Spécifiquement, cette évaluation visait les objectifs suivants:

- (i) Evaluer la situation sécuritaire et de protection et le mouvement des populations dans les zones de déplacement (Kalunguta, Maboya et Isale), y compris la ville de Butembo,
- (ii) Dégager les problèmes de protection et humanitaires des PDIs nouvellement arrivés à Butembo (analyser les incidents sécuritaires, de protection et la situation humanitaire ayant une incidence sur la vie des PDIs les localités d'évaluation),
- (iii) Evaluer les limites aux droits et autres services sociaux de base,
- (iv) Appuyer l'organisation Solidarité des Associations Féminines pour le Droit de la Femme et de l'Enfant (SAFDF) dans les activités des 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes (Analyse des résultats des focus-groups, production du rapport),
- (v) Organiser avec la SAFDF (dans le cadre de l'appui reçu d'INTEROSOS et UNHCR) un atelier de validation des résultats des focus-groups et d'élaboration du plan d'action pour la lutte contre les inégalités entre les sexes en chefferie des Baswagha, en territoire de Lubero,
- (vi) Ouvrir un dialogue avec la jeunesse et la société civile : pour montrer la différence entre la Monusco et les activités humanitaires et les conscientiser sur la double souffrance des PDIs,

Afin d'atteindre nos objectifs, des entretiens individuels avec les autorités locales et autres informateurs clés, complétés par l'observation libre et directe, sont entre autres les méthodes et les outils qui ont été utilisés dans le cadre de cette évaluation de protection.

Ce rapport illustre le déroulement de cette activité et permet à l'audience d'avoir une idée globalisante sur la situation générale des PDIs dans les zones ciblées par cette évaluation.

1. Localisation et accessibilité

Les villages Kalunguta¹ et Maboya² sont situés au nord de la ville de Butembo, sur l'axe routier Butembo-Beni (RN n°2), respectivement en groupements Buliki et Malio, en Chefferie des Bashu.

¹ Situé à environ 40Km au Nord de Butembo, en localité Kalunguta, Groupement Buliki, Zone de santé de Kalunguta dans le Secteur de Ruwenzori.

² Situé à environ 33Km au Nord de Butembo, en localité Maboya-Tingi, groupement Malio, zone de santé de Kalunguta dans la chefferie de Bashu.

Le village Isale/Bulambo, est situé à environ 35Km au nord-est de la ville Butembo sur l'axe routier Butembo-Bunyuka-Bulambo, groupement Isale-Bulambo, en Chefferie des Bashu.

La ville de Butembo quant à elle, est située entre les confins sud-est de Beni territoire et nord-est du territoire de Lubero, sur la RN 2.

Kalunguta, Maboya et la ville de Butembo sont accessibles par des véhicules légers et lourds en toutes saisons ; alors que le village Bulambo est accessible par route, par véhicules poids lourds, légers et par moto en saison sèche. Pendant la saison de pluie, c'est le cas actuellement, la route devient difficilement praticable. L'on y note un accès très limité à des réseaux de téléphonie mobile.

II. Présentation de la zone d'évaluation

1. Situation sécuritaire

Le contexte sécuritaire dans la zone de provenance des PDIs reste caractérisé par un cycle de violence. Ceci se traduit en termes des tueries massives (massacres) des civils par des présumés rebelles de l'Allied Democratic Forces(ADF) dans plusieurs villages de territoire et ville de Beni. Cette dégradation de la situation de protection est concomitante aux opérations de grande envergure récemment lancées (le 30 octobre 2019) par les FARDC contre ces présumés rebelles en territoire de Beni

A cela s'ajoute l'activisme des groupes armés nationaux qui, généralement, se traduit par des affrontements, soit entre eux, soit entre eux et les FARDC, forçant les civils de quitter leurs villages vers les zones jugées sécurisées.

Le village Kalunguta, en secteur Ruwenzori par exemple, une absence quasi-totale de l'autorité de l'Etat est signalée depuis plus de 10 mois. En dépit de leur accord avec le gouvernement congolais en vue de la reddition des Mai-Mai. Ceux-ci continuent de régner en maître dans la localité précitée qui reste jusqu'à ces jours sous leur contrôle: des taxes, administration de la justice (trancher les différends) sur les civils.

Notons que leur Etat-major général (centre décisionnel) est opérationnel à environ 12Km à l'est de Kalunguta, avec ses différentes positions aux alentours de ladite localité. Bien qu'un calme relatif y est signalé, des incertitudes et inquiétudes sont observées dans le chef des populations civiles à cause de cette présence des Mai-Mai dans le milieu.

Selon un leader local, des présumés ADF sont visibles dans les champs qui sont situés à une trentaine de kilomètres à l'est de Kalunguta (dans la vallée de Mwalika). Un accès très limité des populations vers leurs champs y est aussi signalé.

Excepté le chef de groupement et quelques chefs de localité qui ont eu la possibilité, depuis deux semaines, de rejoindre leur poste d'attache, aucun autre service de l'Etat n'a été autorisé de fonctionner dans cette localité.

Certains éléments de ces Mai-Mai sont en cantonnement (avec un colonel FARDC qui assure leur supervision) dans un centre de regroupement, en attendant leur intégration effective dans le processus DDR.

Selon les sources sur place, le 1^{er} groupe serait déjà parti (environ 250 Mai-Mai partis depuis le mois de novembre 2019) dans un centre d'instruction militaire probablement dans le Kasai, dans le but d'intégrer les FARDC.

Le village Maboya est relativement calme suite à la présence de l'autorité de l'Etat (FARDC, PNC, ANR, et autorités civiles). Toutefois, les Mai-Mai Mazembe sont actifs dans ses périphéries (3 à 4Km). Voilà donc autant des facteurs qui rendent la protection des civils très fragile dans ces zones.

La localité d'Isale/Bulambo est sur militarisée (par les FARDC du 2021^e régiment), déployés pour les opérations de traque contre les ADF. Les autorités civiles (chef de groupement et des localités) sont présentes.

Toutefois, l'on déplore des tracasseries de certains FARDC du 2021^e régiment contre les civils dans cette partie de la chefferie des Bashu (des extorsions de biens, des arrestations arbitraires etc). Quant à la Police nationale congolaise(PNC), ses effectifs demeurent extrêmement réduits (seulement 4 éléments PNC dans tout le groupement).

La ville de Butembo reste toujours dominée par une incertitude du point de vue sécuritaire suite aux manifestations/marches/ journées villes mortes décrétées par les groupes de pression en compassion avec les victimes des tueries à Beni. Les manifestants réclameraient de la Monusco pour ce qu'ils qualifient d'inaction et de passivité face à ces massacres.

2. **Mouvements des populations**

Depuis le lancement des opérations de grande envergure de traque contre les présumés ADF et bien avant celles-ci, les villages Kalunguta, Maboya, Isale-Bulambo et la ville de Butembo ont connu plusieurs vagues d'arrivée des PDIs. D'une manière globale, nous les avons regroupés en deux principales vagues :

- La 1^{ère} vague est celle datant d'avant les opérations du 30 octobre 2019,
- La 2^e est celle qui a débuté depuis le 30 octobre 2019 jusqu'à nos jours. L'évaluation a pu dénombrer environ 969 nouveaux ménages et 2132 ménages d'anciens PDIs pour les trois villages de Beni et leurs environs ; 320 nouveaux ménages et 1255 anciens pour la ville de Butembo.

Ci-dessous les statistiques des PDIs tel que repartis dans les zones d'arrivée

1. Dans la Chefferie des Bashu et secteur Ruwenzori/ Beni, Kalunguta-Maboya et Isale/Bulambo

A- Nouvelle vague des PDIs (à partir du 30 octobre 2019 à nos Jours)

Villages d'accueil	Villages d'origine	Causes de déplacement	Nombre de personnes					Total
			Ménages	Hommes	femmes	Garçons	Filles	
Kalunguta/ Secteur Ruwenzori	Mantumbi, Maleki, Oicha, Kokola, Maymoya, Mayangose, Eringeti, Mbau, Mavivi, Samboko (à Beni territoire) ; Boikene et Rwangoma (à Beni-Ville)	Attaques et massacres des civils par les rebelles ADF	206	229	187	200	238	1117
Maboya/Bashu	idem	idem	183	140	175	371	409	1095
Bulambo et ses environs	Maymoya, Oicha, Mbau, Mavivi, Kanyihunga	Idem	426	181	245	823	1350	
Kalivuli, Karuruma, Bwino et Kasaka dans la localité Localité Kivuwe, groupement Masiki-Kalonge, chefferie de Bashu en Zone de santé de Kyondo	Eringeti, Maimoya, Samboko, Oicha, Mbau, Mavivi, Paida, Rwangoma, Kavasewa, Boikene, Mantumbi (ville et Territoire de Beni).	Idem	154	63	91	162	188	
		Total	969					

Sources : Comités des PDIs et Société civile locale. (Ces statistiques ont été mises à jour le 11.12.2019).

PBS pour Isale/Bulambo

- Vieillards (3^e âges) : 6 hommes et 9 femmes (Total 15) ;
- ENA : 6
- Femmes allaitantes : 80 ;
- Femmes enceintes : 11

B- Ancienne vagues des PDIs (avant le 30 octobre 2019)

Villages d'accueil	Villages d'origine	Causes de déplacements	Nombre de personnes					Total
			Ménages	Hommes	femmes	Garçons	Filles	
KALUNGUTA/ Secteur Ruwenzori	Mukondi, Pabuka, Lisasa, Soma, Kanyehunga, Kitwamuke, Nzimba, Kanyehunga, Kitwamuke, tous ces villages sont situés à l'Est de Maboya et Kalunguta– bastion des présumés éléments	Affrontements successifs entre les GA mai-mai et les FARDC	385	421	401	540	398	

	maimai UPLC. Arrivé depuis 9 mois							
MABOYA/Beni	idem	idem	896					896
BULAMBO-Isale	Maymoya, Oicha, Mbau, Masosi, Kipese, Masereka, Kanyihunga	Massacres des civils à Beni. Affrontement entre les FARDC et mai-mai	333	97	236	320	674	
KALIVULI, KARURUMA, Bwino et Kasaka dans la localité Localité Kivuwe, groupement Masiki-Kalonge, chefferie de Bashu en Zone de santé de Kyondo	Eringeti, Maimoya, Samboko Oicha, Mbau, Mavivi, Paida, Rwangoma, Kavasewa (ville Territoire de Beni).		518	193	325	815	1051	
		TOTAL	2132					

Sources : Comités des PDI et Société civile locale.

PBS pour Isale/Bulambo :

- Vieillards (3^e âges) : 4 hommes et 6 femmes ;
- ENA : 0 ;
- Femmes allaitantes : 37 ;
- Femmes enceintes : 7

2. En ville de Butembo

A-Nouveau PDI Butembo : Depuis le 30 octobre 2019 à nos jours (Statistiques des PDI ville de Butembo)

Selon les statistiques recueillies auprès des organisations locales regroupées dans un consortium (ISPRON³, GADHOP et SAFDF) et qui travaillent en collaboration avec la Mairie de la ville, les personnes déplacées internes sont regroupées en deux grandes vagues :

1. De 2014 au 29 octobre 2019 : Dans cette vague, on y trouve plusieurs catégories : les PDI ayant été contraints de fuir leurs foyers de suite de l'insécurité dans leurs milieux d'origine (en territoires de Lubero, de Beni et environs (80%), les PDI économiques qui affluent la ville à la recherche de mieux vivre et les PDI arrivés à Butembo de suite de la maladie à virus Ebola (MVE).
2. Du 30 octobre 2019 à nos jours : Date du lancement des opérations FARDC contre les présumés ADF (Allied Democratic Forces). Les PDI de cette vague viennent essentiellement de Beni territoire et de Beni ville et continuent d'arriver.

³ ISPRON est une association locale qui s'occupe principalement des PDI en ville de Butembo,

Villages d'origine	Causes de déplacement	Communes d'accueil	Nombre de personnes					TOT
			Ménages	Hommes	femmes	Garçons	Filles	
Mantumbi, Maleki, Oicha, Kokola, Maymoya, Mayangose, Eringeti, Mbau, Mavivi, Samboko; Boikene et Rwangoma	Attaques et massacres des civils par les rebelles ADF	BULENGERA	118	116	87	243	199	763
		KIMEMI	82	112	64	131	103	410
		BULAMBA	54	47	31	99	93	270
		MUSUSA	66	62	37	127	104	330
		TOTAL	320	337	219	600	499	1975

Sources : ISPRON asbl et les représentants des PDIs dans les 4 Communes de Butembo

NB : Nous signalons que les mouvements d'arrivée des PDIs ainsi que leur identification dans les 4 communes continuent jusqu'à ce jour.

B-Anciens PDIs de Butembo (Depuis 2014 jusqu' au 29 octobre 2019)

Statistiques des PDIs de la ville de Butembo

Villages d'origine	Causes de déplacement	Communes d'accueil	Nombre de personnes					TOT
			Ménages	Hommes	femmes	Garçons	Filles	
Mantumbi, Maleki, Oicha, Kokola, Maymoya, Mayangose, Eringeti, Mbau, Mavivi, Samboko; Boikene et Rwangoma	Attaques et massacres des civils par les rebelles ADF	BULENGERA	387	311	198	814	612	1935
		KIMEMI	284	216	87	513	604	1420
		BULAMBA	348	364	261	642	473	1740
		MUSUSA	236	222	176	328	454	1180
		TOTAL	1255	1113	722	2397	2043	6275

Sources : ISPRON asbl et les représentants des PDIs dans les 4 Communes de Butembo

NB : Tous ces PDIs vivent en familles d'accueil avec des nombreux problèmes et besoins (promiscuité, non accès à certains services sociaux de base.)

III. Menaces aux droits humains et libertés fondamentales

1. Situation des violations des droits humains

Quelques incidents de protection rapportés dans la zone :

- Enrôlements et utilisations des enfants par les Mai-Mai/UPLC à Kalunguta,
- Exploitation des enfants : utilisation sexuelle des enfants dans les maisons de tolérance (QG) et dans les travaux champêtres par les familles pour motif de contribution à la survie de la famille a Kalunguta, Maboya et la ville de Butembo ;
- Arrestations arbitraires : plusieurs cas ont été cités et dont les présumés auteurs sont les FARDC à Bulambo-Isale et Maboya ;
- Entrave à la libre circulation des personnes et des biens : ces cas ont été rapportés pour les PDIs et autochtones qui fréquentent les champs (pour la récolte des produits vivriers sur autorisation du chef de groupement en collaboration avec le général des FARDC qui

assure le commandement des troupes à Bulambo-Isale) dans le graben. Ces personnes ont été soit interdites, soit arrêtées par les acteurs de sécurité dont les FARDC;

- Cas de viol et violences sexuelles : 8 cas enregistrés à l'HGR Kalunguta entre août et novembre 2019 et pris en charge dans le délai. Les autres seraient arrivés après 72 heures. Selon un responsable médical, 3 cas de viol sont enregistrés chaque mois au CSR Bulambo (moyenne). Ils sont pris en charge grâce à l'administration des Kits PEP. Les présumés auteurs seraient des civils et les FARDC déployés dans la zone,

Excepté INTERSOS dans le monitoring de protection, il n'existe pas de structures qui gèrent des cas de protection dans la zone. Les populations locales y compris les déplacés ont plaidé en faveur d'une présence d'acteurs humanitaires. Jusqu'au jour de cette évaluation, aucune réponse humanitaire n'est donnée en faveur des PDIs. Cependant l'ONG SAMARITAIN'S PURSE y aurait mené une évaluation multi sectorielle depuis environ deux semaines.

- Perception illégale des taxes et érection des barrières illégales par les Mai-Mai/UPLC à Kalunguta et les FARDC sur la route menant vers Isale et aux alentours du village-Bulambo, empêchant la population de circuler librement dans cette zone,
- Occupation illégale de nombreuses maisons d'habitations des civils par les FARDC et leurs dépendants dans la zone ;

2. Les violences sexuelles et sexistes

Selon certains responsables des structures sanitaires contactés, des cas des viols sont difficilement signalés et documentés pour plusieurs raisons. C'est notamment, par la crainte de représailles et la stigmatisation. Pour cette raison, de mariages d'enfants sont fréquents dans ce milieu.

Au village Kalunguta, par exemple. Très peu des cas des viols sont dénoncés et très peu aussi arrivent à l'hôpital ou dans le centre de santé pour le kit PEP dans le délai de 72 heures. Une moyenne de trois cas de viol est reçue ou admise à l'HGR Kalunguta, 1 cas au CS Maboya et 3 cas au CSR de Bulambo/Isale. Les présumés auteurs seraient les Mai-Mai et les civils.

L'on déplore, cependant, l'existence de nombreuses maisons de tolérances (QG) dans les zones d'évaluation. Les quartiers généraux (QG) comme on les appelle, seraient à la base de l'utilisation et l'exploitation sexuelle des jeunes filles PDIs et autochtones à la recherche de leur survie à travers le proxénétisme.

Selon un responsable de la société civile, il a été dénombré 10 QG opérationnel à Maboya, et plus de 520 en ville de Butembo⁴.

⁴ Un responsable des services genre à la Mairie de Butembo,

3. La protection de l'enfant

Les enfants n'ont pas échappé aux conséquences de l'activisme des groupes armés dans le territoire de Beni.

Selon l'autorité locale, le responsable de la FEC et la Société civile contactés, les principaux problèmes liés à la protection de l'enfance concernent l'enrôlement et l'utilisation d'enfants par les groupes armés présents dans cette zone et l'exploitation sexuelle des enfants à travers les maisons de tolérances, communément appelés « QG ».

Certains enfants déplacés, en l'occurrence les jeunes filles, se retrouvent contraintes de pratiquer le sexe de survie en vue de subvenir à leurs besoins de base. D'autres effectuent des travaux champêtres pour le compte des membres des familles d'accueils pour leur survie. Les filles et les garçons déplacés travaillant au compte des populations, sont obligés de parcourir de longues distances au risque d'être violés, enlevés et par moment pris en mariage forcés par les membres des groupes armés qui jusqu'à ce jour se retranchent à proximité de la localité.

Il est signalé la présence des enfants filles et garçons au sein des groupes armés Mai-Mai/ULPC et UDPDI/Mazembe. Ces enfants seraient visibles dans leur état-major⁵ et à d'autres positions implantées dans différents villages pour assurer le contrôle total de la zone. Ces enrôlements et utilisations d'enfants constituent une violation grave des droits des enfants. Certains enfants (qui étaient dans le centre de cantonnement) auraient été sortis par la Monusco-CP, mais beaucoup d'autres sont cachés et utilisés encore comme soldat dans la brousse.

Selon certains informateurs interrogés, ces groupes armés auraient libéré certains enfants en contre partie des sommes d'argent. Un leader local a aussi récemment négocié la sortie des 3 enfants (14 et 16 ans) dont une fille). On lui a exigé une chèvre par enfant.

L'on signale l'existence des bureaux de l'état civil assurant l'enregistrement des enfants en vue de lutter contre l'apatridie. Le chef de groupement d'Isale-Bulambo a fait mention de nombreux enfants PDIs, PDIs-retournés et résidents bénéficiaires du moratoire de l'ex gouverneur du Nord-Kivu, qui n'ont pas encore reçu leurs actes de naissances.

4. Cohabitation pacifique

Il est signalé une bonne cohabitation entre les autochtones et PDIs dans les villages Kalunguta et Maboya. L'entraide mutuelle et la cohésion sont toujours observées entre les deux catégories de personnes. Pour renforcer leur solidarité, la société civile et les comités des PDIs prévoient d'organiser un culte œcuménique en vue de collecter les offrandes pour assister toutes les personnes déplacées récemment accueillies dans lesdits villages. Toutefois des conflits fonciers entre agriculteurs et éleveurs y sont signalés, étant donné que 80% des terres sont constituées

⁵ Situé à environ 12Km à l'est de Kalunguta,

de pâturages et de plantations. L'on dénombre 126 pâturages couvrant un espace de 200 hectares⁶. D'où l'insuffisance de la terre arable.

Par ailleurs, l'autorité coutumière de la chefferie des Bashu a avoué et reconnu que son entité est en proie à plusieurs conflits, principalement les conflits fonciers liés à la terre arable. La plupart de ces conflits opposent les membres des mêmes familles par rapport à la gestion des collines (terres ou concessions familiales). Nombreux PDIs vivant dans cette zone seraient originaires de la Chefferie des Bashu d'où ils seraient partis depuis plus de 10 ans pour aller habiter et travailler à Beni ville et territoire.

Mis à part les PDIs présents dans cette zone, l'on note une forte pression démographique alors que les terres à cultiver sont devenues de plus en plus infertiles voire insuffisantes. Cela serait dans une certaine mesure à l'origine d'une mauvaise cohabitation entre les populations autochtones, les PDIs-retournées et les PDIs dans la quasi-totalité des groupements de la chefferie des Bashu, dont Isale-Bulambo. Ces personnes en conflits risqueraient de s'entretuer si ces questions foncières sont mal gérées par les autorités coutumières.

Selon un responsable coutumier, presque chaque jour, le tribunal coutumier de la chefferie, ne fait que trancher des questions liées à la terre. A cela s'ajoute le conflit opposant l'Institut Congolais pour la Conservation de la Nature (ICCN) et la population riveraine du Parc. Un conflit né de l'envahissement de l'aire protégée du PNVI (Parc National de Virunga) par la population, à la recherche de la terre arable, avec toutes les conséquences y afférentes (les coups et blessures, les arrestations, les déguerpissements, et les destructions méchantes des plantes par les militaires FARDC et les gardes parc). Aussi, ce responsable coutumier a signalé qu'il existe un conflit latent qui oppose la chefferie des Bashu/Beni et la ville de Butembo qui avance chaque jour vers la chefferie.

La plupart des PDIs contactées à Isale-Bulambo, et même l'autorité ont affirmé qu'il y a une mauvaise cohabitation entre les FARDC et les populations autochtones, y compris les PDIs. Le motif serait les tracasseries infligées en l'endroit des civils par certains éléments indisciplinés des FARDC, se livrant à des actes d'extorsions et des pillages des biens des civils. A cela s'ajoutent les accusations calomnieuses des militaires selon lesquelles, les civils collaboreraient avec les présumés ADF.

IV. Limitation aux services sociaux des bases

1. Articles Ménagers Essentiels /Abris

La plupart des PDIs vivent en familles d'accueil dans les villages Kalunguta, Maboya, Bulambo et dans la ville de Butembo, dans des conditions difficiles. Par conséquent, les conditions d'accueil et d'hébergement des PDIs par la population hôte sont caractérisées par une promiscuité inédite. Les maisons hébergent en moyenne 15 à 20 personnes par logement. Souvent, les parents PDIs partagent la même chambre avec les enfants filles et garçons.

⁶ Propos d'un responsable de la société civile locale.

Les filles et les garçons PDIs et autochtones dorment dans un même salon au risque d'être exposé aux viols et agressions sexuelles.

A Kimemi de Butembo, par exemple, dans certaines maisons abritant les PDIs, l'évaluation a fait des constats amers : des trentaines de PDIs (hommes, femmes et enfants, filles et garçons dorment ensemble à même le sol, confinés dans une chambre de 4 sur 3m. Ils auraient, pour cela, besoin des abris provisoires pour le désengorgement des maisons de leurs hôtes. Le risque d'attraper les maladies hydriques, de la peau et d'autres maladies liées à la promiscuité est probable dans de nombreuses familles des PDIs. Le souci majeur des nombreux PDIs est que leurs villages de provenance soient pacifiés pour qu'ils y retournent.

Depuis leur arrivée, avant comme après le lancement des opérations des FARDC contre les ADF, les PDIs n'ont jamais été assistés dans les zones d'évaluation. Le problème de promiscuité est à relever étant donné que les familles d'accueil n'ont pas de toilettes convenables. La plupart de PDIs déclarent avoir abandonné tous leurs biens dans leurs villages d'origine. Ces biens ont soit été pillés ou incendiés par les rebelles ADF, alors qu'ils fuyaient. La grande majorité des PDIs ne possède pas d'articles ménagers essentiels pour couvrir leur besoin. Voilà pourquoi un ustensile de cuisine (casserole) peut être utilisé, à tour de rôle, par 5 familles vivant ensemble pour la cuisson de la nourriture.

2. Moyen de subsistance

Dans les villages Kalunguta, Maboya et Isale/Bulambo, et la ville de Butembo, les PDIs ont des difficultés pour survenir à leurs besoins primaires. Il est difficile pour PDIs de fréquenter leurs zones de provenance pour s'approvisionner en vivres et autres produits alimentaires, vu des très longues distances à parcourir pour y arriver.

Pour assurer leur survie, la majorité de PDIs exercent des travaux journaliers dans les champs des autochtones (situés à de longues distances de 5 à 7Km- pour la ville de Butembo), avec tous les risques de s'exposer aux violences des groupes et bandits armés (pour Kalunguta, Maboya et Isale Bulambo). Ils cultivent pour le compte des autochtones qui les paient en nature (vivres) ou en espèce selon une convention. D'autres PDIs font des travaux ménagers dans les familles des autochtones ; alors que d'autres encore ne font que quémander en pleine ville de Butembo pour subvenir à leurs besoins fondamentaux. Les jeunes filles sont tombées victimes de l'exploitation sexuelle dans les maisons de tolérance afin de subvenir à leurs besoins primaires.

3. Accès à l'eau

Les villages Kalunguta, Maboya et Bulambo disposent des sources d'eau situées entre 500 et 800m. Certaines avaient été aménagées par l'ONG Hydrolitique Sans Frontières (Hyfro). Signalons que la quantité d'eau est devenue de plus en plus insuffisante suite à la présence des PDIs. Cette situation pourrait entraîner des conflits entre PDIs et résidents et entraver la cohabitation pacifique dans les prochains jours suite à l'engouement au moment du puisage d'eau.

4. Accès à l'éducation

En dépit de la gratuité de l'enseignement de base annoncée dans toutes les écoles publiques en RDC, plusieurs enfants PDIs ne fréquentent plus l'école depuis leur arrivée dans les zones de déplacement. Nombreux parents PDIs se servent du motif que certains directeurs d'école refusent d'inscrire leurs enfants, disant qu'il n'y a plus de place et que les classes sont devenues pléthoriques. Certains autres directeurs auraient même exigé de l'argent pour les inscriptions d'enfants à l'école. D'autres parents pensent que les enfants ne se sentiraient pas à l'aise de poursuivre les enseignements dans les zones de déplacement. Ils souhaiteraient plutôt pour leurs enfants des activités psychosociales après tout ce qu'ils ont vécu à Beni.

5. Accès aux soins de santé

Le village Kalunguta dispose d'un Hôpital général de Référence et d'un centre de santé qui assurent la prise en charge médicale des patients. Les villages Maboya et Bulambo disposent également des centres de santé, des centres de santé de références et d'un centre Hospitalier. Tous sont approvisionnés en Kit PEP excepté le centre de santé Maboya. Ce dernier n'a pas été approvisionné depuis plus de 8 mois⁷. Et lorsqu'ils reçoivent des cas de viol, ils les orientent directement à l'HGR Kalunguta.

A l'exception de l'HGR qui fait payer tous ses services, dans toutes autres structures sanitaires, la gratuité des soins est garantie pour certains services appelés « Paquet minimum », sauf les services de la gynécologie-obstétriques et la pédiatrie appelé « paquet complémentaire ». Bref, il est signalé un accès très limité des PDIs à ces services payables étant donné leur vulnérabilité. La plupart de structures offrant le paquet minimum gratuit sont appuyées par les partenaires humanitaires œuvrant dans ces zones dans le cadre de la riposte contre la MVE.

V. De l'implication les acteurs locaux qui ont un accès aux bénéficiaires

L'ONG Intégration Sociale pour la formation des nécessiteux (ISPRON), une association qui s'occupe principalement des PDIs en ville de Butembo, a été impliquée dans cette évaluation.

VI. Suivi des activités des 16 jours

La campagne des 16 jours d'activisme contre les violences faites à femmes, commémorées en territoires de Lubero et la ville de Butembo, à travers l'ONG SAFDF-Butembo (Solidarité des Associations Féminines pour le Droit de la Femme et de l'Enfant) avec l'appui financier d'INTEROS et UNHCR, s'est clôturée le 10 décembre 2019. Notons que plusieurs activités ont été organisées, parmi lesquelles : les conférences en milieu académique et les focus-groups en chefferie des Baswagha, territoire de Lubero. INTEROS a assisté SAFDF - à travers le suivi – dans la quasi-totalité des activités prévues pour ladite campagne.

⁷ Propos d'une responsable du Centre de santé Maboya,

La dernière activité, qui concerne particulièrement la séance de validation des résultats des focus-groups, a été réalisée en date du 11 décembre 2019. Tout s'est déroulé comme prévu. Le travail d'élaboration du plan d'action pour la lutte contre les inégalités entre les sexes en chefferie des Baswagha, territoire de Lubero, qui sera annexé au Plan de Développement de cette entité pourra suivre.

VII. Témoignages des certains PDI interviewés a Butembo

- « Nous avons besoin de la sécurité chez nous et pas votre assistance humanitaire. C'est à cause de l'aide humanitaire et des ONG que les présumés ADF nous tuent et massacrent nos frères à Beni. » (propos d'une femme PDI de Beni présente à Butembo) ;
- « Mon frère est devenu fou, seulement à cause d'avoir assisté à l'égorgement de ses enfants et de ses voisins. Mais aussi, je suis devenu pauvre à cause des pillages des tous mes biens. Quand est-ce que la paix reviendra chez nous ? »
- « J'ai été sauvé de justesse des mains des présumés ADF. Ils m'ont demandé d'égorger et préparer une de mes chèvres pour eux. Un moment après, un bruit a été entendu de l'extérieur, lorsqu'ils sont sortis pour voir de quoi il s'agissait, je suis sorti en courant sans habit, ni quelque chose d'autres. »
- « Depuis notre arrivé à Butembo, nous n'avons jamais été assistés ni visités par les ONG humanitaires. Je suis ravi que vous soyez les premiers à nous contacter. Espérons que ça ne sera pas la dernière visite. Allez plaider en notre faveur, nous risquons de mourir de faim ici à Butembo. Avant de partir, vous pouvez me laisser vos numéros de contacts. » (Propos d'une femme chez les anglicans.)
- « J'ai été arrêté par les autorités militaires congolaises, puis amené au Rwanda, en Ouganda et à Kinshasa pour des procès, au seul motif d'avoir dénoncé les présumés auteurs des massacres des Civils à Oicha.», dixit un leader d'opinion.

VIII. Difficultés rencontrées

- Des pluies intenses ont rendu difficile et impraticable certains axes routiers ;
- L'accès très limité aux réseaux de la téléphonie mobile dans le groupement Isale/Bulambo ;
- Difficultés de connaître tous les besoins et problèmes réels des PDIs, étant donné la grandeur de la ville et leur éparpillement, d'où l'impérieuse nécessité de mener une évaluation approfondie multisectionnelles des besoins - de type Inter agences);
- Jusqu'à ces jours, les identifications des nouveaux PDIs continuent et les nouvelles vagues des PDIs continuent d'arriver également ;
- Le non accès à certaines PDIs, surtout dans la ville de Butembo. Vu la grandeur de la ville et leur éparpillement dans les 4 communes, il a été impossible d'entrer en contact avec un grand nombre des PDIs afin d'échanger sur leurs conditions de vie, et sur leurs problèmes de protection rencontrés.

VIII. Interventions potentielles

1. Actions possibles pour améliorer la situation de protection

a) Besoins exprimés par les populations (PDIs et familles d'accueil), les prioritaires sont :

- Vivres ;
- AME/abris ;
- WASH (renforcement de la source d'eau à Kalunguta, Maboya) ;
- Besoins des semences et outils aratoires pour les anciens PDIs de Kalunguta.

2. Contraintes et risques pour des actions

- Mener une évaluation spéciale 'do no harm' dans les villages Kalunguta et Maboya avant toute assistance humanitaire, à cause de la proximité des groupes armés avec ces villages.
- Toute assistance en faveur des PDIs dans ces villages excluant les familles d'accueil pourrait engendrer des conflits entre les PDIs et les populations hôtes.
- La menace contre ces agglomérations est encore élevée à cause de la permanence des groupes armés dans leurs périphéries.

Recommandations

Domaines	Recommandations	Acteurs ciblés	Niveau d'urgence
Protection	Mener et approfondir une analyse « do no harm » dans la zone avant toute assistance humanitaire.	Cluster Protection	Dès que possible
Coordination Humanitaire	Organiser une évaluation multisectorielle (inter- agences) en vue d'identifier les besoins des PDIs et faciliter la mobilisation des acteurs.	INTERSOS, UNHCR, OCHA et autres acteur	Urgent
Protection	Fournir une assistance humanitaire aux déplacés présents dans la zone de Kalunguta, Maboya Bulambo et la ville de Butembo dans les secteurs prioritaires de la protection, en sécurité alimentaire, y compris en vivres, en santé et Wash, en Articles Ménagers Essentiels (AME) et en Education.	PAM et ses partenaires	Urgent
Protection	Développer les activités visant l'autonomisation des femmes en vue de prévenir les risques des viols et le sexe de survie en particulier et de tous les PDIs en général pour une meilleure auto prise en charge (en termes d'AGR) dans les milieux de déplacements.	Membres du Sous-Cluster VBG et autres acteurs	Urgent
Protection	Organiser une évaluation approfondie sur la protection de l'enfant en vue de renforcer les activités relatives à ce secteur.	Coordination du Groupe de travail Protection de l'enfant	Urgent

	Mener un plaidoyer en vue de la délivrance urgente des actes de naissances pour les enfants ayant bénéficié du moratoire de l'ex Gouverneur du Nord-Kivu - Cfr, enregistrement à l'Etat civil hors délai) en Groupement Isale-Bulambo.	UNHCR et Unicef	ASAP
DDR	Renforcer les activités DDR des Mai-Mai en cantonnement à Kalunguta et y déployer les FARDC et PNC	Gouvernement	Urgent

Annexe

Du dialogue/Entretien avec la jeunesse (groupes de pression) et la société civile

COMPTE RENDU DES ENTRETIENS AVEC CERTAINS JEUNES ET LEADERS DES GROUPES DE PRESSION DE BUTEMBO.

1. Introduction

La fin de l'année 2019 est caractérisée à Butembo par la flambée d'actes de soulèvement de la population, principalement les groupes de pression contre les autorités du pays d'une part et de l'autre, il y a eu, contre la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation de l'Est de la RDC, la MONUSCO et même contre certaines agences des Nations Unies, entre autres le Programme Alimentaire Mondial (PAM), l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), le Bureau de Coordination des affaires Humanitaires (OCHA), UNHABITAT et le Comité International de la Croix-Rouge (CICR) ainsi que d'autres organisations engagées dans la lutte contre la Maladie à virus Ebola.

Dans le but de vouloir comprendre les motivations profondes de ces soulèvements d'une frange de la population contre la MONUSCO et les Humanitaires en ville de Butembo et ses environs, une équipe d'INTEROSOS a eu des échanges laborieux avec certains leaders des associations des jeunes et des groupes de pression de Butembo du 15 au 16 décembre 2019 notamment ceux du « Parlement Debout de Furu, de la Véranda Mutsanga, des Jeunes Patriotes ainsi que quelques représentantes des associations des femmes leaders de Butembo ».

Le choix méthodologique a été dicté par l'instabilité sociale causée par les récurrentes manifestations populaires dans la zone.

2 Motivation

En effet, au cours des échanges (à travers des entretiens libres) qu'il a eu avec ces jeunes, l'équipe INTERSOS voudrait aussi vérifier l'hypothèse selon laquelle, les groupes de pression de Butembo se soulèvent contre les organisations internationales parce qu'ils auraient très peu de connaissances sur les mandats de chacune d'elles.

Pour la plupart des membres des groupes des pressions et les leaders des associations des jeunes, des mouvements de soulèvement de la population qui sont organisés à Butembo alors que cette ville n'est encore très touchée par les tueries des présumés ADF, sont organisés par solidarité avec les victimes des massacres de Beni à cause de la proximité ethno-géographique qui existe entre ces deux villes.

L'instabilité de la situation sécuritaire et de protection dans la partie Nord du Nord-Kivu, plus particulièrement à Beni ville et Beni territoire, depuis plus d'une décennie, est à la base de ce soulèvement. Cette situation sécuritaire qui se caractérise par l'activisme des groupes armés locaux et étrangers (les Mai-Mai et les présumés ADF) qui perpètrent plusieurs violations des droits humains tels que des homicides des civils, des pillages, des incendies des maisons ou d'autres biens, des viols, des mouvements des populations en nombre très considérable à ce jour rappellent-ils. Cette situation est restée permanente dans cette zone malgré les multiples opérations lancées par les FARDC contre les des présumés ADF à Beni indiquent-ils.

Plus inquiétant encore, la passivité des casques bleus de la MONUSCO dans les opérations aux côtés des FARDC contre les rebelles ADF dans la zone en dépit de son mandat.

Pour la population civile (au sein de laquelle les groupes de pression), il y a lieu de soupçonner une probable complicité des casques bleus dans les tueries des civils à Beni. Pour illustrer cela, ils évoquent l'assassinat de sept civils, le mardi 19 novembre à Boikene l'un des quartiers de la ville, tout près d'une base de la MONUSCO au cœur de la ville de Beni. Ce fait là, est un « élément » instigateur de tous ces cas de soulèvement de la population ajoutent-ils.

Pour les groupes de pression Parlement Debout de Furu (PDF), Veranda Mutsanga, Jeunes Patriotes, et bien d'autres (groupes de pressions) qui existent dans la région, l'un de leurs objectifs poursuivis serait de chercher surtout à influencer les décideurs politiques nationaux et ou internationaux dans la restauration de la paix dans la région de Beni et Lubero pour que cessent les massacres et que les PDI retournent dans leurs milieux d'origine.

En ce qui concerne les casses et/ou le débordement, Ils n'en préparent pas ont-ils soutenu, mais reconnaissent que dans la plupart de cas, leurs manifestations dégénèrent spontanément. Ils pensent que ces dérapages sont une conséquence de non encadrement des manifestants par les agents de l'ordre (PNC) qui se présentent plutôt pour les réprimer.

Pour la Dynamique des Femmes pour la bonne Gouvernance (DYFEGOU), ces soulèvements des jeunes ne commencent pas aujourd'hui à Butembo. Pour DYFEGOU, le comportement de ces jeunes trouve sa genèse avec les premiers massacres de civils dans la région et qu'on appelle communément « les massacres de Furu et Kikyo » entre 1998. En fait, pour la petite histoire : « les affrontements avaient opposé les ex-gendarmes katangais soutenus par l'AFDL aux miliciens mai-mai à Butembo Kikyo. Ces derniers (Mai-Mai) avaient réussi à tuer quelques ex-gendarmes avant de s'enfuir. Quand les ex-gendarmes katangais se sont reconstitués, racontent les témoins auriculaires, ils ont tué tout ce qui bougeait autour d'eux par représailles ». Depuis lors, on a désigné cette opération : massacre de Furu et Kikyo.

Ainsi, ces tueries de Beni viennent de réveiller des vieux et mauvais souvenirs au sein des nombreuses familles victimes desdits massacres craignant que l'histoire ne puisse se répéter.

Pour la DYFEGOU, ces jeunes sont dans leurs droits de manifester, elle condamne tout de même le débordement lors des manifestations.

Selon un jeune leader et ancien membre de la Lutte pour le Changement, LUCHA, ces jeunes pensent que s'il faut attendre de l'aide humanitaire, la guerre ne prendra jamais fin, pour eux il faut donc se battre par tous les moyens possibles pour compatir avec les familles victimes de ces massacres. Ces jeunes seraient aussi animés par un esprit grégaire, d'émulation, une sorte du copier-coller de ce qui s'organise à Beni. Par exemple, les manifestants de Beni ont contraint la population à marcher pieds nus en signe de deuil et privé aux femmes/filles la liberté de s'habiller selon leur choix pendant les heures de ces manifestations.

Toutefois, cette source ajoute que si on analyse objectivement l'allure des dernières manifestations organisées en ville de Butembo tout comme à Beni, deux hypothèses se dégagent:

1. Ces jeunes manifestants seraient manipulés par certains leaders politiques et d'autres leaders locaux membres des églises et ou soit par certains opérateurs économiques de la région.
2. Ces jeunes seraient déjà infiltrés par des éléments armés de certaines factions des Mai-Mai actifs dans les périphéries de la ville dits « Maîtres ».

Ces maîtres proviendraient de Lubero, on les aurait vu lors des manifestations de Beni lundi 25 novembre 2019 lorsque les manifestants ont incendié le bâtiment de la mairie et les violences dans une des base de la MONUSCO à Beni.

Les incursions des présumés Mai-Mai lors des journées ville morte et marches annoncées pacifiques dans la ville, prouve que Butembo serait infiltrée par des inconnus armés qui seraient à la base des débordements

Lors de ces manifestations ; les incursions de Ngengere et de celles de Musimba voisin de la localité de la chefferie des Baswagha en sont des illustrations. Le plus souvent, ces incursions ne se soldent pas seulement par des cas de viols des femmes dont des IDPs, des coups et blessures, des pillages des civils, elles ont également comme objectif de chercher à ravir, à arracher des armes des mains des agents de l'ordre.

Concernant le mandant des Agences des Nations Unies et les organisations Humanitaires, tous nos interlocuteurs ont répondu qu'ils maîtrisent bien le mandant de chaque organisation, sa mission et son domaine d'intervention. Pour eux, la passivité de la MONUSCO face aux incursions des présumés ADF profite aux organisations humanitaires parmi lesquelles, les Agences des Nations Unies qui trouvent facilement de l'emploi (à travers des projets) après les massacres des victimes à Beni d'une part et de l'autre seraient en train d'accomplir un plan de balkanisation de la province. C'est pourquoi, ces organisations sont aussi visées par les actions lors de soulèvement de la population, ont-ils encore soutenu.

Recommandations

A l'issue de ces entretiens, les jeunes rencontrés individuellement ont formulé quelques recommandations suivantes :

- Organiser des séances d'échanges (ateliers de formation) avec les jeunes membres des associations et groupes de pression (ONGs humanitaires),
- Associer les ressources humaines locales dans les projets (ONGs humanitaires),
- Inviter les jeunes de toutes les associations (représentants) et non pas seulement ceux des groupes de pression,
- Former les jeunes sur le droit de revendication, (ONGs des Droits humains)
- Associer la PNC, les FARDC et autres services de sécurité et les casques bleus de la MONUSCO dans les assises sous forme de dialogue (OCHA),
- Plaider pour la cessation des massacres à Beni, (Agences des NU et ONGs des Droits humains),
- Pérenniser la mémoire des toutes les victimes tuées lors de ces massacres à Beni, (Gouvernement)
- Accompagner psychologiquement les victimes, les survivants de ces massacres (ONGs Humanitaires),
- Organiser un cadre de rencontre régulières entre l'autorité et la jeunesse (groupe de pression) en vue du rapprochement et afin créer la cohésion (OCHA),
- Encadrer les manifestations et non les contraindre ou réprimer (Gouvernement),
- Former, recycler des certains animateurs et/ou journalistes pour une bonne sélection des messages à diffuser dans leurs médias car ils jouent un grand rôle dans la communauté (INTERNEWS ET SEARCH FOR COMON GRAUND)

Monitoring de protection